

La question de Palestine

... Joseph Hug s.j.

L'œuvre magistrale d'Henry Laurens, professeur au collège de France, s'ouvre sur *L'invention de la Terre sainte*, qui part de l'expédition de Bonaparte en Egypte en 1799, en passant par l'émancipation des juifs d'Europe à la Palestine à l'époque ottomane, et qui aboutit, au début du Mandat britannique, à l'impossible conciliation entre juifs et Palestiniens.

Le tome 2, intitulé *Une mission sacrée de civilisation*, traite de la période du Mandat britannique et de la question de la Palestine dans la catastrophe européenne, jusqu'au plan de partage de 1947. Suit le 3^e tome, *L'accomplissement des prophéties*, depuis la guerre civile palestinienne entre juifs et Arabes (qui éclate au lendemain du vote sur le partage de la Palestine et touche surtout les villes, en premier lieu Jérusalem, Haïfa et Jaffa), la guerre de 1948 et la fondation de l'Etat d'Israël, jusqu'à la crise aboutissant à la guerre des Six Jours, en 1967.

Dans la conclusion du 1^{er} volume, l'historien souligne la particularité du conflit : « La Palestine est le lieu où se rencontrent les produits de la modernité (la destruction des anciens régimes, l'édification des nations, la constitution de la société de masses) et la quête des origines. Le caractère exceptionnel du conflit est dû à l'identité de cet espace que les uns appellent Palestine et les autres Eretz Israël, et qui n'est autre que la Terre sainte remise au premier rang des imaginaires mondiaux... La ques-

tion de Palestine est irréductiblement singulière par rapport à tous les autres affrontements de notre siècle... parce qu'elle renvoie, chez les gens de tradition juive, chrétienne ou musulmane, à cette terre qui était sainte pour les religions et qui l'est devenue pour les nations au cours des deux derniers siècles. »

Le sous-titre du 3^e tome, *L'accomplissement des prophéties*, repris d'un ouvrage d'un auteur français du XVII^e siècle, évoque dans une perspective millénariste le rassemblement des exilés juifs en Terre sainte. Théodore Herzl écrit en 1897, au moment du 1^{er} Congrès sioniste de Bâle : « J'ai fondé l'Etat juif... d'ici cinq ans peut-être, d'ici cinquante ans sûrement, chacun le comprendra » ; en fait, une prédiction.

Le chrétien maronite Négib Azoury, ancien fonctionnaire ottoman de Jérusalem, ajouta en 1905, dans *Le Réveil de la nation arabe dans l'Asie turque* : « Deux phénomènes importants, de même nature et pourtant opposés, qui n'ont encore attiré l'attention de personne, se manifestent en ce moment dans la Turquie d'Asie : ce sont le réveil de la nation arabe et l'effort latent des juifs pour reconstituer sur une très large échelle l'ancienne monarchie d'Israël. Ces deux mouvements sont destinés à se combattre continuellement, jusqu'à ce que

La Conférence d'Annapolis sur le Proche-Orient s'est tenue du 26 au 28 novembre 2007. L'internationalisation des participants n'a fait que répondre à celle, de toujours, du conflit israélo-palestinien. Une interminable histoire, relatée en plus de deux mille pages dans un ouvrage majeur sur la question de la naissance et l'évolution des mouvements sioniste et arabe qui ont marqué les Etats voisins et les pays occidentaux.

l'un d'eux l'emporte sur l'autre. Du résultat final de cette lutte entre deux peuples... dépendra le sort du monde entier. »

Implications internationales

L'historien Laurens suit ces deux mouvements antagonistes pendant deux décennies, de 1947 à 1967. Il note le rôle permanent des grandes puissances et les contradictions de leurs politiques liées à celles de leurs intérêts. La Grande-Bretagne, échaudée par son échec du Mandat, distante par rapport au nouvel Etat d'Israël et cherchant à conserver son influence dans la région ; les Etats-Unis, d'abord en posture d'arbitre, particulièrement sous la présidence d'Eisenhower et du secrétaire d'Etat Forster Dulles, puis entrant progressivement dans le rôle de soutien d'Israël ; l'U.R.S.S., auparavant adversaire de l'immigration juive en Palestine, qui fait volte-face et soutient Israël au moment de sa naissance en 1948, puis devient progressivement l'alliée des Arabes en leur fournissant des armements par ses satellites ; la France enfin, d'abord hors-jeu, puis très gênée par le conflit algérien, qui entre dans le jeu comme soutien d'Israël en lui fournissant des armes.¹

L'ONU naissante apparaît politiquement impuissante tout au long de la période : on ne compte pas les résolutions votées, restées sans effet car sans sanctions. Mais elle était agissante dans le domaine humanitaire pour secourir les réfugiés, sans oublier le rôle positif de la Croix-Rouge, qui parfois, par sa fermeté dans les premières années, sait s'imposer face aux Israéliens.

En même temps, le conflit des deux mouvements, sioniste et arabe, forge en partie l'histoire des Etats voisins, ceux de

première ligne, l'Egypte, la Jordanie, la Syrie et le Liban, ainsi que ceux plus lointains, l'Irak et l'Arabie Saoudite. D'autres acteurs plus reculés, comme les nouveaux Etats du Maghreb, la Turquie et l'Iran, jouent leur partition. Les rivalités des pays arabes, leurs antagonismes, leur instabilité, particulièrement en Syrie, sont des facteurs de la crise. Lors de la première guerre en 1947-49, il n'existe aucun plan prémédité arabe, pas de raisonnement structuré à moyen terme d'une politique commune contre Israël. « C'est souvent par rapport à la politique des voisins arabes que ces Etats réagissent et non pas par rapport à l'Etat d'Israël. »

La personnalité et la politique de Nasser joue un rôle-clé pendant toute cette période. Laurens rapporte le jugement du secrétaire général de l'ONU Dag Hammarskjöld sur le président égyptien : « En vieil Européen qu'il était, il avait été quelque peu déconcerté par ce mélange de vive intelligence "à l'orientale" et d'illusionnisme primaire que présentait le personnage. »

Identités malmenées

Les Israéliens et leurs dirigeants, issus pour la plupart de l'immigration européenne après la destruction des juifs d'Europe, refusent définitivement le rôle de victimes et l'existence même de la diaspora. Leurs coreligionnaires des pays arabes sont contraints de rejoindre Eretz Israël, même si leur « qualité inférieure » inquiète les pionniers venus d'Europe : le creuset du nouvel Etat forgera une identité, à défaut d'égalité sociale.

1 • La classe politique venant de la Résistance se sentait proche des Israéliens.

Henry Laurens
La question de Palestine, 3 vol.,
Fayard,
Paris 1999-2007,
719 p. ; 703 p. ; 823 p.

Dans le contexte du procès Eichmann à Jérusalem, en 1961, l'historien cite l'analyse d'Hannah Arendt sur « la terrible, l'indicible, l'impensable banalité du mal ». Mais pour la philosophe, compagnon de route très critique du sionisme, « le nationalisme juif ne pourra aboutir qu'à un Etat forteresse perpétuellement assiégé où tout sera régi par les exigences de la sécurité et engendrant autour de lui de nouvelles formes d'antisémitisme ». Du début à la fin de cette période, tous les dirigeants israéliens, Ben Gourion en tête, arment sans cesse leur pays pour faire peur aux Etats arabes et leur démontrer sa supériorité. En même temps, ils tendent sans cesse à manifester aux Occidentaux leur infériorité et leur faiblesse - souvent feinte - pour recevoir de nouveaux armements, y compris l'arme nucléaire, qu'ils obtiennent en général. Les Etats arabes, l'Egypte surtout, font de même, mais leurs moyens de paiement sont plus limités.

Dans les Etats arabes, la recherche d'accords vers un règlement ne peut s'imposer car elle va contre leurs opinions publiques mal informées par une presse contrôlée. La Syrie vit une instabilité chronique qui l'affaiblit durablement, jusqu'au moment où avec Hafez al-Assad émergera la stabilité. Seul peut-être le Liban, au début tout au moins, travaille dans la commission d'armistice avec une volonté de régler à l'amiable les incidents

de voisinage. En dépit de son flair et de sa très grande prudence, Nasser sera entraîné, aussi à cause de la nature du régime, à la catastrophe de 1967. La Jordanie du roi Abdallah, puis de Hussein, dont le gouvernement change souvent, hérite d'un territoire palestinien, la Cisjordanie, mais la dualité de la composition de sa population la rend extrêmement fragile.

Fait nouveau et qui sera décisif, l'émergence progressive, en dépit des obstacles dressés par les conflits interarabes (Egypte contre Irak notamment), d'une entité, puis d'une nation palestinienne. Pourtant les clivages sociaux chez les Palestiniens sont profonds : les notables et les élites culturelles s'intègrent assez vite dans les grandes villes des Etats voisins, les pauvres sont regroupés dans des camps.

Les premiers faits d'armes, assez amateurs, de ceux qu'on va appeler d'un nom à connotation religieuse, les *fedayins* (prêts à se sacrifier), remontent à 1955. Ce sont des volontaires de Gaza entraînés par les Egyptiens qui harcèlent les Israéliens.

Référence religieuse

La référence affichée à la religion, qui deviendra envahissante plus tard dans le discours, est peu présente au début de la période. Dans la Déclaration d'Indépendance du nouvel Etat, Ben Gourion impose le compromis entre laïcs et religieux en utilisant le terme « rocher d'Israël », tiré d'un psaume, métaphore permettant de contenter les uns et les autres. Du côté arabe, à part les Frères musulmans très actifs mais souvent rejetés et persécutés par les régimes laïcs, en particulier celui de Nasser,² la référence religieuse semble plutôt implicite. Du côté occidental, c'est le président Eisen-

2 • Plusieurs passages relatent l'intense activité de Saïd Ramadan, gendre du fondateur des Frères musulmans, ses activités contre la politique de Nasser, son expulsion d'Egypte, puis de Jordanie et de Syrie, sa tournée en Asie pour créer un vaste mouvement de solidarité avec la cause palestinienne et, en 1961, son installation à Genève où il fonde le Centre islamique, « l'un des premiers centres indépendants destinés à servir la prédication islamique en Europe ».

hower qui, en 1956, suggère de faire du roi Sa'ud d'Arabie « le principal compétiteur de Nasser dans le monde arabe en jouant son rôle de leader religieux. La carte de l'islam politique sera ainsi utilisée pour contrer le danger du progressisme arabe » !³

Les chrétiens arabes ne sont guère mentionnés, reflet d'une situation difficile ? Laurens cite l'appel de Pie XII en 1948 pour la préservation des Lieux saints, le maintien de la paix en Palestine et sa sollicitude pour les dizaines de milliers de réfugiés. Du côté français, cet appel trouve un certain écho. L'orientaliste Louis Massignon propose à la diplomatie française de profiter de la situation pour demander l'internationalisation de tous les Lieux saints, y compris ceux des musulmans.

Les chrétiens divisés

Le conflit divise aussi le monde chrétien. Les catholiques, notamment français et italiens, se sentent proches des Arabes par référence à la Terre sainte du Christ. Les populations des puissances protestantes, au nom d'une autre lecture biblique plus fondée sur l'Ancien Testament, soutiennent l'Etat d'Israël. Aux Etats-Unis, « l'ancrage biblique de la culture américaine rendait impensable toute légitimité arabe en Terre sainte », note Laurens. Mais il y a aussi des « arabisants » américains, notamment autour de l'Université américaine de Beyrouth. Il faut donc nuancer.

L'historien retrace encore le voyage de Paul VI en Terre sainte, en Jordanie et en Israël, dans le contexte du concile Vatican II et de la fameuse déclaration sur les juifs dont le texte, sous pression des Eglises et des Etats arabes, sera élargi aux religions non-chrétiennes avec un chapitre sur les relations avec l'islam

(1965). Pour mesurer l'évolution entre 1964 et 2001, avec la visite de Jean Paul II à Jérusalem, on notera que c'est le cardinal Tisserand, doyen du Sacré collège, qui est délégué à la place du pape Paul VI pour se rendre au Mémorial de la Shoah.

Henry Laurens ne distribue pas de bonnes ou mauvaises notes ; il ne condamne pas ni n'absout. Il cite les sources, montre les enchaînements d'erreurs - comme celles qui aboutissent comme un engrenage à la guerre des Six Jours. Il demeure sobre et dépouillé, même en évoquant des acteurs comme le général de Gaulle apostrophant le ministre des Affaires étrangères Abba Ebban en mai 1967 : « Ne faites pas la guerre ! En aucun cas, ne soyez les premiers à ouvrir les hostilités ! » Et quelques jours plus tard, au ministre syrien puis au roi Fayçal d'Arabie Saoudite : « Si vous partez en guerre ce sera un immense drame. » De Gaulle, dans le contexte de la guerre du Vietnam, pensait au danger du déclenchement d'une Troisième Guerre mondiale.

Bref, un grand ouvrage qui fera date et dont on attend le quatrième tome.⁴

J. H.

3 • Voir à ce sujet **Lucienne Bittar**, « Moyen-Orient et Europe : deux frères qui se déchirent », in *choisir* n° 376, avril 91. Vous trouverez cet article ainsi que d'autres déjà publiés dans *choisir* et traitant de cette question sur www.choisir.ch, rubrique « dossier » *Palestine-Israël*. (n.d.l.r.)

4 • Cf. « Nouveaux regards sur la question de Palestine », un long entretien avec Henry Laurens, in *Revue d'études palestiniennes*, n° 104, été 2007.